

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2011-2012

---

10 NOVEMBRE 2011

---

## Proposition de loi visant à empêcher l'évitement de la taxe sur les opérations boursières et à protéger les investisseurs

(Déposée par M. Jacky Morael  
et Mme Freya Piryns)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

Les articles 120 et suivants du Code des taxes et droits divers prévoient une taxe sur les opérations de bourse conclues ou exécutées en Belgique. Cette taxe varie en fonction du type d'instrument financier qui fait l'objet de la transaction boursière.

Récemment la presse a fait état d'une pratique courante visant à éluder cette taxe (1). Des milliers de Belges échapperaient ainsi à cet impôt en effectuant des transactions par l'intermédiaire de sites de courtiers établis à l'étranger.

Le porte-parole du Service public fédéral (SPF) Finances, M. Francis Adyns, a reconnu ce problème et a confirmé qu'en cas de recours à un courtier étranger par le biais d'Internet, il y a une absence de lien territorial avec la Belgique et partant une impossibilité pour le fisc belge à prélever la taxe sur les opérations de bourse (TOB). Les courtiers susvisés ne retiennent donc pas la TOB pour les transactions réalisées pour des clients belges et n'hésitent pas à en faire un argument publicitaire, créant, d'une part, une concurrence déloyale vis-à-vis des opérateurs belges et, d'autre part, un manque à gagner important pour les finances publiques. Pour rappel, les recettes générées par la TOB au bénéfice de l'État belge s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros par an (2). L'impact potentiel d'un évitement systématique des

---

(1) « Duizenden Belgen omzeilen beurstaks », *De Tijd*, 23 mars 2011.

(2) 237 millions d'euros pour ce qui concerne l'année 2007.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2011-2012

---

10 NOVEMBER 2011

---

## Wetsvoorstel ter voorkoming van de ontwijking van de taks op de beursverrichtingen en tot bescherming van de beleggers

(Ingediend door de heer Jacky Morael  
en mevrouw Freya Piryns)

---

### TOELICHTING

---

De artikelen 120 en volgende van het Wetboek diverse rechten en taksen voorzien in een taks op de beursverrichtingen die worden aangegaan of uitgevoerd in België. Die taks verschilt naar gelang van het soort financieel instrument waarmee de beursverrichting plaatsvindt.

Onlangs werd in de pers melding gemaakt van een gangbare praktijk die ertoe strekt die taks te omzeilen (1). Duizenden Belgen zouden die belasting aldus ontlopen door verrichtingen uit te voeren via in het buitenland gevestigde makelaarswebsites.

De woordvoerder van de Federale Overheidsdienst FOD Financiën, de heer Francis Adyns, heeft dit probleem erkend en bevestigd dat indien via het internet een beroep wordt gedaan op een buitenlandse makelaar, er geen territoriale band met België bestaat, en dat de Belgische belastingautoriteiten dan onmogelijk de taks op de beursverrichtingen (TBV) kunnen heffen. Bovenvermelde makelaars houden dus geen TBV af op de verrichtingen die zij voor Belgische klanten uitvoeren en aarzelen niet om met dat argument reclame te maken; daardoor ontstaat enerzijds oneerlijke concurrentie ten opzichte van de Belgische operatoren, en lopen anderzijds de overheidsfinanciën heel wat winst mis. Pro memorie: de winst die de TBV de Belgische Staat oplevert, bedraagt honderden miljoenen euro per jaar (2). Een

---

(1) « Duizenden Belgen omzeilen beurstaks », *De Tijd*, 23 maart 2011.

(2) 237 miljoen euro in 2007.

montants dus pour les finances publiques est par conséquent particulièrement important.

Le secrétaire d'État à la lutte contre la fraude fiscale a d'ailleurs confirmé l'impuissance de l'administration fiscale face à cette pratique d'évitement dans la mesure où « à ce stade, l'administration ne dispose pas d'un quelconque instrument permettant de lutter contre cette extraterritorialité potentielle » (1).

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les recettes de la TOB ont diminué de 100 millions d'euros entre 2007 et 2008 et n'ont plus progressé depuis lors.

stelselmatige ontwijking van aan de overheidsfinanciën verschuldigde bedragen kan dus een bijzonder forse weerslag hebben.

De staatssecretaris voor de strijd tegen de fiscale fraude heeft trouwens bevestigd dat de belasting-administratie machteloos staat tegenover die ontwijkingspraktijk omdat ze in dit stadium over geen enkel instrument beschikt om die potentiële extraterritorialiteit te bestrijden (1).

Zoals blijkt uit de onderstaande tabel zijn de ontvangsten van de TBV gedaald met 100 miljoen euro tussen 2007 en 2008 en zijn ze sindsdien ongewijzigd gebleven.

<b>Année</b> — <b>Jaar</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Taux de la taxe — <i>Tarief van belasting</i>					
0,07	6 482,58	6 801,91	9 047,12	14 448,94	10 946,01
0,17	60 706,35	62 150,60	53 906,34	55 736,92	55 691,70
1,1	165 676,68	165 705,38	2 860,33	51,86	32,3
0,5	2 340,38	950	74 804,74	58 510,27	67 810,69
Divers — <i>Diversen</i>	409,48	1 346,00	130,69	14,24	66,09
<b>Total — <i>Totaal</i></b>	<b>235 615,47</b>	<b>236 953,89</b>	<b>140 749,22</b>	<b>128 762,23</b>	<b>134 546,79</b>

Selon le secrétaire d'État, M. Clerfayt, cette baisse de recettes s'explique notamment par le fait que le taux de 1,1 % relatif aux transactions sur les SICAV a été porté à 0,5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 (2).

La crise financière a pu également avoir un impact sur l'activité boursière, même si le plafonnement de la TOB limite ces effets (dès lors que la TOB n'est plus payée au-delà d'un certain montant par transaction).

Enfin, vu que les recettes de la TOB ont continué de se tasser en 2009 et en 2010, malgré la reprise de l'activité boursière, l'on pourrait soupçonner un évitement systématique du paiement de la TOB, par le recours à des sociétés de bourse basées à l'étranger.

La libre prestation de services prévue par le droit européen permet en toute légalité à un courtier établi

Volgens staatssecretaris Clerfayt wordt die daling onder meer verklaard door het feit dat het tarief van 1,1 % voor de verrichtingen op de BEVEKS sinds 1 januari 2008 op 0,5 % is vastgesteld (2).

Ook de financiële crisis heeft mogelijk een weerslag gehad op de beursactiviteit, ook al beperkt de maximering van de TBV de gevolgen ervan (aangezien de TBV niet langer wordt betaald boven een bepaald bedrag per verrichting).

In 2009 en in 2010 heeft de daling van de ontvangsten van de TBV zich doorgezet, ondanks de hervatting van de beursactiviteit. Men zou dus kunnen vermoeden dat het betalen van de TBV systematisch wordt ontweken door een beroep te doen op buitenlandse beursvennootschappen.

De vrijheid van dienstverlening waarin het Europees recht voorziet, biedt een in een andere Lidstaat ge-

(1) Réponse du secrétaire d'État, M. Clerfayt, à la question orale du député fédéral M. Georges Gilkinet, le mercredi 18 mai 2011.

(2) Réponse du secrétaire d'État, M. Clerfayt, à la question orale du député fédéral M. Georges Gilkinet, le mercredi 18 mai 2011.

(1) Antwoord van de staatssecretaris, de heer Clerfayt, op de mondelinge vraag van volksvertegenwoordiger de heer Georges Gilkinet, woensdag 18 mei 2011.

(2) Antwoord van de staatssecretaris, de heer Clerfayt, op de mondelinge vraag van volksvertegenwoordiger de heer Georges Gilkinet, woensdag 18 mei 2011.

dans un autre État membre d'offrir ses services à des clients belges sans pour autant disposer d'un établissement permanent en Belgique. Même lorsqu'ils disposent d'un établissement permanent dans notre pays, certains courtiers estiment encore que la TOB n'est pas due si les transactions sont effectuées à partir de l'étranger. Et de fait, le fisc ne dispose actuellement d'aucun moyen de contrôle lorsque le compte-titres est situé à l'étranger et lorsque les opérations sont réalisées par le biais d'Internet. La présente proposition de loi vise à combler cette lacune et à donner la capacité au fisc de prélever la taxe due sur les opérations de bourse.

Si elle permet actuellement aux spéculateurs et investisseurs d'échapper à la TOB, cette pratique de recours à des opérateurs situés — fictivement ou réellement — à l'étranger n'offre pas les mêmes garanties que celles dont jouissent les détenteurs d'un compte-titres auprès d'un courtier situé en Belgique. En effet, les protections de l'investisseur sont déterminées par l'autorité de supervision compétente, qui est celle du pays dans lequel le courtier est situé, et partant par le droit applicable dans ledit pays. Ainsi, pour ce qui concerne la Belgique, l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) impose aux courtiers de séparer strictement les titres des clients de leurs propres titres et de garantir les meilleures conditions pour l'exécution des ordres de bourse.

Par ailleurs, les exigences de la FSMA impliquent que les courtiers belges ne prêtent pas les actions de leurs clients à des tiers. Cela n'est pas le cas pour les courtiers établis dans d'autres pays. Des clients belges ont déjà pu constater par le passé que leurs titres n'étaient pas disponibles immédiatement car ils étaient prêtés à leur insu à des tiers. La pratique du prêt d'action est une pratique qui alimente la vente à découvert et donc la spéculation effrénée, dont on a pu appréhender toutes les conséquences dans le cadre de la crise financière qui a touché le monde entier.

Enfin, il faut noter que les garanties offertes par les États sur les placements réalisés sont très différentes d'État à État. La présente proposition permet d'offrir une meilleure protection aux investisseurs.

Pour toutes ces raisons (à savoir le manque à gagner pour l'État belge, la concurrence déloyale exercée à l'égard des opérateurs belges, les garanties et exigences différentes à l'égard des opérateurs étrangers), une modification de la loi instituant la taxe sur les opérations de bourse est souhaitable. Concrètement, l'objectif de la présente loi est de garantir le prélèvement de la taxe sur les opérations de bourse pour des opérations effectuées par des clients belges via des opérateurs étrangers.

Pour ce faire, la présente proposition de loi élargit le fait générateur de la taxe sur les opérations de bourse à

vestigde makelaar de mogelijkheid diensten aan klanten in België aan te bieden, zonder dat die over een vaste inrichting in België beschikt. Zelfs als zij over een vaste inrichting in ons land beschikken, vinden sommige makelaars evenzeer dat de TBV niet verschuldigd is indien de verrichtingen worden uitgevoerd vanuit het buitenland. De fiscus beschikt momenteel immers *de facto* over geen enkel controlemiddel wanneer het een effectenrekening in het buitenland betreft en wanneer de verrichtingen via het internet gebeuren. Dit wetsvoorstel strekt ertoe die leemte weg te werken en de fiscus de gelegenheid te bieden op die verrichtingen de verschuldigde beurstaks te heffen.

Hoewel die praktijk speculanten en beleggers momenteel een uitweg biedt om de TBV te ontlopen, verschaft die inschakeling van — fictief of werkelijk — in het buitenland gevestigde makelaars niet dezelfde garanties als die welke de houders van een effectenrekening bij een in België gevestigde makelaar genieten. De beschermingsregelingen voor beleggers worden immers bepaald door de bevoegde toezichthoudende autoriteit, met name die van het land waar de makelaar gevestigd is, en dus bij het in dat land toepasselijke recht. Zo legt in België de Autoriteit voor financiële diensten en markten (FSMA) de makelaars een strikte scheiding op, te hanteren tussen de effecten van de klanten en hun eigen effecten, alsmede de best mogelijke waarborgen te bieden voor de uitvoering van de beursorders.

Bovendien impliceren de door de FSMA gestelde vereisten dat de Belgische makelaars de effecten van hun klanten niet aan derden uitlenen. Belgische klanten hebben in het verleden al kunnen vaststellen dat hun effecten niet onmiddellijk beschikbaar waren omdat ze buiten hun weten om werden uitgeleend aan derden. De praktijk die erin bestaat effecten uit te lenen, zet aan tot short selling en dus tot ongebreidelde speculatie, iets waarvan we alle gevolgen hebben kunnen constateren in het kader van de financiële crisis die hele wereld heeft getroffen.

Ten slotte zij erop gewezen dat de garanties die de Staten op beleggingen bieden sterk uiteenlopen van Staat tot Staat. Dit wetsvoorstel maakt het mogelijk de beleggers beter te beschermen.

Om al die redenen (dat wil zeggen de winst die de Belgische Staat derft, de oneerlijke concurrentie ten aanzien van de Belgische operatoren, de verschillende garanties en vereisten ten aanzien van de buitenlandse operatoren), is een wijziging wenselijk in de wet tot instelling van een taks op beursverrichtingen. Concreet heeft die wet tot doel de inning van de taks op beursverrichtingen te waarborgen bij verrichtingen die de Belgische klanten via buitenlandse operatoren uitvoeren.

Met het oog daarop voorziet dit wetsvoorstel in een verruiming van het feit dat tot de taks op de

toutes les transactions effectuées par les clients résidant en Belgique, y compris celles effectuées via des opérateurs étrangers. Elle organise par ailleurs, à l'image de ce que le Parlement a décidé récemment en matière d'accès aux comptes bancaires dans le cadre de l'impôt sur les personnes physiques, une transmission automatique des informations utiles au calcul et au prélèvement de la taxe.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 2

Le fait générateur de l'impôt est modifié afin de viser toutes les opérations effectuées par des clients résidant en Belgique, y compris celles effectuées via des opérateurs étrangers.

### Article 3

Afin de garantir la perception correcte de la taxe sur les opérations de bourse, un registre des comptes-titres est créé au sein de l'administration fiscale. Les courtiers et institutions financières, qu'ils soient belges ou étrangers, qui exécutent des opérations pour le compte de leurs clients sont tenus de fournir à l'administration fiscale diverses informations au sujet de ces comptes et des opérations de bourse réalisées au cours de l'année.

Afin de garantir le respect du droit à la vie privée des contribuables, l'accès à la banque de données est strictement limité et des sanctions sont prévues pour tout accès illicite ou usage à des fins non professionnelles.

Le non-respect de l'obligation dans le chef des établissements financiers de communiquer à l'administration fiscale la liste complète des comptes est assorti d'une sanction financière importante pour chaque compte qui aurait dû figurer sur la liste. Une sanction administrative par liste non-communicuée n'aurait pas été de nature à inciter les banques et courtiers à respecter l'obligation susvisée. Il importe tout au contraire de s'assurer du respect de la législation via un régime de sanction significatif.

Jacky MORAEL.  
Freya PIRYNS.

\*  
\* \*

beursverrichtingen aanleiding geeft, tot alle door in België verblijvende klanten uitgevoerde verrichtingen, ook tot die welke via buitenlandse operatoren gebeuren. Naar het voorbeeld van wat het Europees Parlement onlangs heeft besloten inzake de toegang tot bankrekeningen in het kader van de personenbelasting, voorziet het wetsvoorstel voorts organisatorisch in een automatische bezorging van de gegevens die dienstig zijn voor de berekening en inning van de taks.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

### Artikel 2

Er wordt voorzien in een ander, tot de taks aanleiding gevend feit, opdat een en ander kan gelden voor alle verrichtingen die worden uitgevoerd door in België verblijvende klanten, ook die welke via buitenlandse operatoren lopen.

### Artikel 3

Om een correcte inning van de taks op beursverrichtingen te waarborgen, wordt bij de belastingdienst voorzien in een register van effectenrekeningen. De (Belgische of buitenlandse) makelaars en financiële instellingen die voor rekening van hun klanten verrichtingen uitvoeren, zijn verplicht de belastingdienst diverse gegevens te verstrekken over die rekeningen en over de tijdens het jaar uitgevoerde beursverrichtingen.

Om ervoor te zorgen dat het recht op de persoonlijke levenssfeer van de belastingplichtigen in acht wordt genomen, is de toegang tot de databank strikt beperkt, en is voorzien in sancties voor elke ongeoorloofde toegang tot of gebruikmaking ervan voor andere dan beroepsdoeleinden.

Financiële instellingen die zich niet schikken naar de verplichting om de belastingdienst in kennis te stellen van een volledige lijst van de rekeningen, stellen zich bloot aan een zware financiële sanctie voor elke rekening die op de lijst vermeld had moeten staan. Een administratieve sanctie per niet openbaar gemaakte lijst had de banken en makelaars er geenszins toe aangezet bovenvermelde verplichting in acht te nemen. Wel integendeel, het is zaak de inachtneming van de wetgeving te waarborgen via een significante sanctieregeling.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

À l'article 120 du Code des droits et taxes divers, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2004, les mots « et les opérations conclues ou exécutées pour le compte de personnes résidant en Belgique » sont insérés entre les mots « les opérations conclues ou exécutées en Belgique » et les mots « ci-après ».

## Art. 3

L'article 137 du même Code, abrogé par l'arrêté royal n° 63 du 28 novembre 1939, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 137. Les établissements financiers et les intermédiaires de toute nature, qui effectuent des opérations de bourse pour le compte de leurs clients qui sont soumises à la taxe visée à l'article 120 du présent Code, sont tenus de fournir au plus tard le 31 mars, au fonctionnaire désigné par le ministre des Finances, une liste arrêtée au 31 décembre de l'année qui précède, de l'ensemble des comptes ouverts ou l'ayant été au nom, pour le compte ou via procuration de leurs clients.

Les informations mentionnées dans cette liste reprennent pour chaque compte :

1. l'identité complète du ou des titulaire(s);
2. le numéro complet du compte;
3. l'identité complète du ou des mandataire(s) de ce compte;
4. le solde exprimé en euros au 31 décembre de l'année qui précède des avoirs et titres inscrits sur ce compte;
5. les opérations de bourse effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'année qui précède et le montant total de la taxe sur les opérations de bourse prélevée à l'égard du contribuable concerné.

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

In artikel 120 van het Wetboek diverse rechten en taksen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden tussen de woorden « die in België worden aangegaan of uitgevoerd » en de woorden « zijn aan de taks op de beursverrichtingen onderworpen » de woorden « en de verrichtingen die voor rekening van in België verblijvende personen worden aangegaan of uitgevoerd, » ingevoegd.

## Art. 3

Artikel 137, opgeheven bij koninklijk besluit nr. 63 van 28 november 1939, van hetzelfde Wetboek wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 137. De financiële instellingen en tussenpersonen van ongeacht welke aard, die beursverrichtingen uitvoeren voor rekening van hun klanten die onderworpen zijn aan de taks als bedoeld in artikel 120 van dit Wetboek, moeten uiterlijk op 31 maart aan de door de minister van Financiën aangewezen ambtenaar een op 31 december van het voorgaande jaar afgesloten lijst bezorgen van alle rekeningen die op naam of voor rekening van hun klanten, dan wel bij volmacht ten behoeve van hun klanten zijn of werden geopend.

Die lijst bevat voor elke rekening de volgende informatie :

1. de volledige identiteit van de houder(s);
2. het volledige rekeningnummer;
3. de volledige identiteit van de volmachthouder(s) op die rekening;
4. het saldo in euro per 31 december van het voorafgaande jaar van de op die rekening in deposito gegeven tegoeden en effecten;
5. de tussen 1 januari en 31 december het voorafgaande jaar uitgevoerde beursverrichtingen, evenals het totale bedrag van de taks op beursverrichtingen die ten aanzien van de betrokken belastingplichtige werd geheven.

Les informations visées au présent article seront rassemblées dans une banque de données dont l'accès est limité aux fonctionnaires désignés par le ministre des Finances.

La divulgation des informations contenues dans la banque de données susvisée à des tiers qui ne sont pas visés à l'alinéa 2 de l'article 337 du Code des impôts sur les revenus constitue une violation du secret professionnel.

L'utilisation à des fins autres que professionnelles des données contenues dans la banque de données susvisée sera punie d'une amende pénale de 1 000 à 25 000 euros.

Le fonctionnaire désigné par le ministre des Finances applique une amende administrative de 1 000 euros pour chaque compte n'ayant pas été déclaré.»

Art. 4

L'article 2 entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5

L'article 3 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.  
28 octobre 2011.

Jacky MORAEL.  
Freya PIRYNS.

De in dit artikel bedoelde informatie wordt opgeslagen in een databank die alleen toegankelijk is voor de door de minister van Financiën aangewezen ambtenaren.

Openbaarmaking van de in de bovengenoemde databank vervatte gegevens aan derden die niet vermeld staan in artikel 337, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, is een schending van het beroepsgeheim.

Gebruikmaking van de in de bovengenoemde databank vervatte gegevens voor andere doeleinden dan beroepsdoeleinden wordt gestraft met een strafrechtelijke geldboete van 1 000 tot 25 000 euro.

De door de minister van Financiën aangewezen ambtenaar legt een administratieve geldboete op van 1 000 euro voor elke niet aangegeven rekening.»

Art. 4

Artikel 2 treedt in werking op de eerste dag van de derde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5

Artikel 3 treedt in werking op 1 januari 2012.  
28 oktober 2011.